

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 17/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DEPOT BENNES SERVICE

Lieu-dit : Grandalisse Nord
291 impasse du Belvédère
69124 Colombier-Saugnieu

Références : UDR-SSDAS-25-162-LL
Code AIOT : 0006108405

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/04/2025 dans l'établissement DEPOT BENNES SERVICE implanté Lieu-dit : Grandalisse Nord 291 impasse du Belvédère 69124 Colombier-Saugnieu. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DEPOT BENNES SERVICE
- Lieu-dit : Grandalisse Nord 291 impasse du Belvédère 69124 Colombier-Saugnieu
- Code AIOT : 0006108405
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société DÉPÔT BENNES SERVICES (DBS) exploite à COLOMBIER-SAUGNIEU une activité de tri, transit et regroupement de déchets non dangereux, autorisée initialement par arrêté préfectoral du 10 novembre 2009. Suite au projet d'extension du site annoncé en 2022, une procédure de régularisation a été engagée.

L'activité du site ayant évolué en quantité et surface, l'exploitant a déposé le 06/11/2023 un dossier de demande d'autorisation environnementale tel que prévu à l'article R. 181-16 du code de l'environnement. A l'issue de cette phase d'instruction, un nouvel arrêté préfectoral a été signé le 19/11/2024, abrogeant l'ensemble des AP encadrant le site depuis son démarrage en 2009.

L'agrandissement effectué en 2022/23 s'est fait sur une parcelle soumise à une servitude d'utilité publique, datant du 18 mai 2010, en lien avec l'usage passé du site (enfouissement de déchets non dangereux (Parcelle ZS260p - Ex-ZS210p). Cette parcelle a été acquise par DBS courant 2018. L'enrobé comporte une pente de 3 % de façon à collecter l'ensemble des eaux de ruissellement dans le bassin prévu à cet effet, dont la capacité est passée de 1500 à 3100 m³.

Ceci est conforme à la SUP, qui empêche par ailleurs d'établir des bâtiments et fondations sur cette parcelle. Un suivi piézométrique est maintenu au nord de cette parcelle. L'exploitant prévoyait d'aménager une déchèterie professionnelle dans la partie Nord du site, sur la parcelle de 8000 m² dévolue au stockage des gravats inertes, ce projet est reporté (pas de planning annoncé).

Les principaux déchets que le site reçoit sont des déchets de chantiers du BTP et des « DIB » : déchets non dangereux non inertes des activités économiques. Il ne reçoit ni sous-produits animaux ni déchets putrescibles.

Le site comporte les installations suivantes :

- un immeuble de bureaux à l'entrée,
- une zone de tri-entreposage de 8000 m², pour les gravats inertes, avec un broyeur-concasseur qui est loué ponctuellement et fonctionnant par campagne d'une semaine ;
- un bassin de rétention des eaux de ruissellement, d'une capacité de 3100 m³,
- un bassin de rétention des eaux pluviales de toiture, d'une capacité de 545m³,
- deux bâtiments de tri séparés par des installations de pré-tri au grappin en extérieur,
- une chaîne de tri ayant démarré fin 2022,
- une plate-forme de stockage en enrobé d'une surface de 20 000 m² (extension 2022),
- un équipement de tri du bois d'œuvre (équipement non utilisé en 2025),
- un broyeur bois / végétaux,
- diverses alvéoles de stockage extérieur séparées par des murs de 7 m de hauteur.

Les installations sont exploitées en une équipe par jour, du lundi au vendredi, de 7h à 16h30.

Le site a connu deux incendies importants en dehors des heures ouvrées dans le stock de déchets entrants à trier : nuit du jeudi au vendredi 28 octobre 2022, ; nuit du 27 juillet 2013.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas

un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Empoussièrément du site : les multiples activités de broyage (bois ; végétaux), de concassage-criblage (gravats, bétons) ainsi que la chaîne de tri sont à l'origine de poussières diffuses en quantité importante mais non quantifiées sur ce site. L'exploitant indique recourir ponctuellement à une balayeuse externe, sans préciser la fréquence.

Lors de la visite, il a été constaté un rejet de poussière à 1,5 m du sol en provenance d'un convoyeur capoté situé à proximité du trommel de la chaîne de tri mécanique (rejet vers le sud-ouest du trommel). Une accumulation de poussières (laine de verre, mousse...) est visible au sol à proximité et alentours de ce rejet.

Dans un délai de 3 mois, l'exploitant présente les mesures mises en place pour supprimer ce rejet et traiter plus efficacement les rejets diffus de poussière depuis son site.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Registre des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 10	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
4	Maîtrise des durées de stockage sur site	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Enregistrement des vidanges du bassin	Arrêté Préfectoral du 19/11/2024, article 3.1.3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Broyage de bois	Arrêté Préfectoral du 19/11/2024, article 2.2	Sans objet
3	Capacités max stockées sur site – rubrique 2716	Arrêté Préfectoral du 19/11/2024, article 1.2	Sans objet
6	Vidange des séparateurs	Arrêté Préfectoral du 19/11/2024, article 3.2	Sans objet
7	Piézomètre de GRAVCO	Arrêté Préfectoral du 19/11/2024, article 3.6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site DBS de Colombier Saugnieu est devenu un important centre de tri de déchets non dangereux d'activités économiques et de déchets de chantiers de l'Est Lyonnais. Il traite environ 150 000 t de déchets par an et reçoit couramment plus de 80 véhicules (camions) en entrée de site, par jour ouvré. Une phase de modernisation et d'extension a eu lieu de 2022 à 2024. Un dossier avec participation du public par voie électronique a été instruit. Son arrêté préfectoral a été entièrement revu fin 2024 afin de prendre en compte le dimensionnement actuel de ses activités.

Lors de la présente visite, plusieurs écarts à la réglementation ont été constatés et demandent des réponses dans un délai compris entre 1 et 3 mois.

- L'exploitant doit renforcer le suivi des déchets stockés sur son site, en réduisant (et expliquant) l'écart entre les déchets entrants et les déchets sortants, en démontrant la réduction progressive des stocks accumulés sur son site.
- S'agissant des rejets en eau du site (plusieurs milliers de m³ par an), l'enregistrement de chaque vidange du bassin principal est obligatoire et doit être tracé.
- Le Plan de Défense Incendie, obligatoire depuis juillet 2024, doit être finalisé sous un mois au vu des risques importants de départ de feu, notamment en dehors des heures ouvrées.

Enfin, la présente visite a permis de constater un niveau d'empoussièrement important dans certaines zones du site, en particulier à proximité immédiate du crible rotatif de la chaîne de tri. Il est attendu sous 3 mois un plan d'action à ce sujet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registre des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 10
Thème(s) : Situation administrative, registre déchets
Prescription contrôlée : Les informations contenues dans les registres visés aux articles 1er et 2 du présent arrêté, tenus par les personnes exploitant des établissements réceptionnant et réexpédiant des déchets, assurent la traçabilité entre les déchets entrants et les déchets sortants.
Constats : L'exploitant a fourni un tableau du détail des entrées / sorties du mois de mars 2025, qui comporte : - 1744 entrées de véhicule pesé pour 21 jours ouvrés, soit 83 pesées en entrée par jour ouvré en moyenne. - 520 sorties de véhicule pesé sur la même période. Ainsi la massification souhaitée et opérée à l'issue des opérations de tri apparaît nettement dans ces chiffres. A la demande de l'Inspection, l'exploitant a fourni en séance 2 tableaux consolidés pour chacune des années 2023 et 2024 : « Entrée/Sortie par Qualité ». L'écart entre les entrées et les sorties (cumulées) est important : - en 2023, 178 844 tonnes en entrée et 137 493 t en sortie. - en 2024, 152 748 t en entrée et 140 415 t en sortie. Soit un différentiel cumulé sur 2 ans, de 53 684 t. Un écart de quelques % serait explicable de par la différence d'humidité entre l'entrant et le sortant ou bien le stock en cours. Lors de la visite, les explications fournies par l'exploitant sur l'ampleur de cet écart sont insuffisantes.

L'Inspection considère que la tenue du registre déchets entrées-sorties par DBS ne permet pas d'assurer la traçabilité entre les déchets entrants et les déchets sortants, pris dans leur ensemble.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans un délai de 3 mois, l'exploitant présente sa procédure afin de garantir un registre déchets entrées-sorties cohérent sur une année ou sur un mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Broyage de bois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2024, article 2.2
Thème(s) : Risques chroniques, poussière
Prescription contrôlée : Les activités de broyage de déchets de bois non-dangereux de la rubrique 2791 sont limitées à 70 t / jour. Il s'agit d'un maximum journalier. L'exploitant tient à disposition de l'inspection la fiche technique-constructeur du broyeur, le registre de fonctionnement effectif et tout élément permettant de justifier le respect de cette capacité maximum tels que : Nombre d'heures de fonctionnement du broyeur par jour / par an, Tonnage de bois-broyé sortant du site par jour / par an. D'autre part, le stock total lié à cette rubrique est d'au plus 3 000 t.
Constats : L'exploitant dispose d'un broyeur bois à motorisation diesel sur site. Cet engin dispose d'un compteur qui a pu être vérifié lors de la visite et comparé au tableau de suivi fourni par l'exploitant. L'index est de 5271 h au 8/04/2025. Le tonnage moyen broyé par jour ouvré est compris entre 40 et 52 tonnes, ce qui est cohérent avec les 11 000 à 12 000 t de bois expédiés par an du site ($12\ 000 / 250 = 48$ t) Le stock théorique de bois, à 2300 m^3 , est cohérent avec le stock présent lors de la visite. La hauteur maximale de 6 mètres est bien respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Capacités max stockées sur site – rubrique 2716

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2024, article 1.2
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
Prescription contrôlée : DNDAE a trier : 4000 m3 Refus de tri : 500 m3 Végétaux : 2 000 m3 Terres et gravats : 5 000 m3

<p>Gravats type platre (issus du tri à la source sur chantier) : 250 m3 VTOTAL = 11 750 m3</p> <p>En fin de semaine, sauf situation exceptionnelle que l'exploitant devra dûment justifier, tous les déchets réceptionnés doivent avoir été traités lors de l'arrêt des installations à l'exception du stock tampon extérieur de DNDAE** à trier d'au plus 2000 m3.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté un tableau de suivi qui montre le respect de ces stocks maximum au 07/04/2025, hormis pour le plâtre, en dépassement de 120 m³ suite à des difficultés de reprise par l'exutoire habituel. Le stock de végétaux, absent de ce tableau, a été estimé à 1000 m³ lors de la présente visite.</p> <p>La visite a permis de constater visuellement que le stock-amont (DIB à trier) est moins important que lors des précédentes visites.</p> <p>Toutefois, cette question reste à surveiller (voire constat n°4) car l'exploitant effectue des pré-tri suivis parfois de longues périodes de stockage.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Maîtrise des durées de stockage sur site

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, poussière</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les installations stockant des déchets non dangereux : - pour une durée inférieure à un an si les déchets sont destinés à élimination ; ou - pour une durée inférieure à trois ans si les déchets sont destinés à valorisation ;
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'effectue pas de suivi temporel des stocks de déchets accumulés sur son site. Pourtant, certains stocks sont anciens et leur devenir peut poser question :</p> <ul style="list-style-type: none"> - stock de 15/90 : ce stock de déchets pré-triés mécaniquement mais non-valorisables en l'état (mélange d'inertes, de bois, de plastique) estimé à 9700 m³ fin mars 2022, est ramené à 4700 m³ début juin 2024 (précédente inspection). Lors de la présente visite, ce stock représente plus de 3000 m³. <p>De la végétation est visible sur son sommet. L'exploitant indique le passer petit à petit dans sa chaîne de tri.</p> <ul style="list-style-type: none"> - un stock de terres polluées d'environ 6300 t, qui stationnent sur site depuis 2023. L'exploitant indique une difficulté à les cribler tant qu'elles sont trop humides. <p>Ces stocks ne dépassent pas les 6 m de hauteur. Le site DBS dispose d'importantes surfaces de stockage, autorisées dans son arrêté préfectoral. En particulier, l'AP autorise DBS à stocker d'importantes quantités de déchets inertes dans la partie Nord du site : 20 000 m³. L'exploitant indique avoir l'habitude de stocker d'importantes quantités avant de mettre en œuvre un</p>

<p>cribleur-concasseur loué pour une semaine, afin de réduire périodiquement (2 fois par an en moyenne) ce stock.</p> <p>Toutefois, une alerte temporelle doit être introduite afin d'éviter la requalification du site en installation de stockage définitif de déchets.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>D'ici 3 mois, l'exploitant met en place un tableau de suivi renseigné chaque fin de semestre, faisant l'inventaire des stocks par zone du site et comportant la date d'entrée en stockage du déchet stocké pour chacun des principaux stocks en cours.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 5 : Enregistrement des vidanges du bassin

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2024, article 3.1.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, eaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ce sont les eaux de pluie qui entraînent un ruissellement sur les zones imperméables du site, les voies de circulation, les zones extérieures d'entreposage des déchets. Ces eaux rejoignent un bassin tampon d'une capacité de 3100 m3 puis rejoignent le point de rejet n°1 décrit ci-après. Entre 1000 et 1600 m3 de niveau de remplissage, l'exploitant déclenche la procédure de vidage. La quantité d'eau rejetée par bâchée est enregistrée.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente un tableau global dénommé « Registre d'exploitation », qui recense les différentes interventions de maintenance sur le site, avec une ligne par date d'intervention d'une entreprise externe ou de personnel en interne.</p> <p>Une colonne « Pompe de relevage » permet de tracer 8 vidages entre le 15/07/2024 et le 25/02/2025. Le déclenchement de la pompe de relevage se fait manuellement à proximité du bassin. Le reporting dans le tableau est nettement insuffisant car aucune indication de volume rejeté n'y apparaît et la durée n'est pas renseignée correctement. A défaut d'un compteur sur ce rejet, l'exploitant indique connaître le débit de la pompe et pouvoir enregistrer la durée de pompage.</p> <p>Lors de la visite, le bassin est au 3/4 vide.</p> <p>Un contrôle inopiné de ce point de rejet est prévu courant 2025 afin de vérifier l'auto-surveillance menée par l'exploitant.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

Dans un délai de 1 mois, l'exploitant apporte la preuve du suivi des quantités d'eau rejetées lors de chaque rejet.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Vidange des séparateurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2024, article 3.2
Thème(s) : Risques chroniques, eaux
Prescription contrôlée : La vidange et le nettoyage des 2 séparateurs à hydrocarbure en amont de chacun des points de rejet est effectuée par prestation externe au moins 2 fois par an.
Constats : Deux interventions ont été faites en 2024, et la plus récente a eu lieu le 21/02/2025. La facture d'intervention a été vérifiée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Piézomètre de GRAVCO

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2024, article 3.6
Thème(s) : Risques chroniques, eaux souterraines
Prescription contrôlée : L'exploitant garantit l'accès au piézomètre PZ1 situe au nord de la parcelle ZS260, associe à l'ancien CET GRAVCO, maintenant suivi par la Communauté de Communes de l'Est Lyonnais. L'exploitant garantie la protection de la partie aérienne de l'ouvrage, ainsi que la non-contamination de cet ouvrage par des eaux de ruissellement en surface. Dans un rayon de 5 mètres autour du piézomètre, aucune activité quelle qu'elle soit ne pourra être exercée, même temporairement ; aucun dépôt de matériaux quels qu'ils soient ne pourra être réalisé, même temporairement.
Constats : Lors de la visite, le piézomètre est totalement libre d'accès et est protégé par un caisson métallique à 3 côtés. L'entretien de l'équipement piézomètre en lui-même est à la charge de son gestionnaire (la CCEL).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Plan de défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.</p> <p>Il comprend au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ; - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ; - les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ; - le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ; - le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ; - le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ; - les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ; - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; - le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ; - le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente une version provisoire du PDI, qui ne comporte dans cette version aucun des plans demandés, alors que l'article 5 de l'arrêté susvisé est applicable à DBS depuis le 01/07/2024.</p> <p>L'Inspection rappelle qu'un plan du site doit préciser les cheminements des services de secours extérieurs, les aires prévues pour leur stationnement.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai de 1 mois, l'exploitant présente son PDI -Plan de défense incendie - finalisé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois